



**PRÉFET  
DES HAUTES-  
PYRÉNÉES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement  
de l'aménagement et du logement  
d'Occitanie**

## **INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Arrêté préfectoral n°65-2024-03-04-00003  
portant modification de l'arrêté préfectoral n°65-2022-07-22-0004  
de mise en demeure à l'encontre de la société DUPIRE  
pour les installations de traitement de surface  
qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Lourdes**

**Le préfet des Hautes-Pyrénées  
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

**Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jean SALOMON en qualité de préfet des Hautes-Pyrénées ;

**Vu** le décret du 2 septembre 2022 portant nomination de Mme Nathalie GUILLOT-JUIN en qualité de secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 65-2023-10-02-00003 du 2 octobre 2023 portant délégation de signature à Mme Nathalie GUILLOT-JUIN, secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 16 novembre 1987 autorisant la SARL DUPIRE à exploiter un atelier de traitement de surface ;

**Vu** l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 juillet 2022 ;

**Vu** le rapport de l'inspectrice de l'environnement du 24 janvier 2024 faisant suite à la visite d'inspection du site en date du 12 janvier 2024, dont une copie a été transmise à l'exploitant par courrier du 24 janvier 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral transmis à l'exploitant le 26 janvier 2024, dans le cadre de la démarche contradictoire ;

**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courriel du 9 février 2024 sollicitant un délai de 6 mois pour l'équipement des rétentions de plus de 1000 litres ;

**Considérant** que lors de la visite d'inspection du 12 janvier 2024, l'inspectrice de l'environnement a constaté qu'à l'issue du délai imparti, malgré les actions initiées par l'exploitant, les travaux de mise en conformité permettant de répondre à l'arrêté de mise en demeure du 22 juillet 2022 n'étaient pas entièrement réalisés ;

**Considérant** les études réalisées durant l'année 2022, la difficulté rencontrée par l'exploitant pour financer son projet, les nouvelles démarches lancées par ce dernier, en fin d'année 2023, pour mettre en conformité son site dans une enveloppe budgétaire réaliste ;

**Considérant** que l'exploitant a réalisé certaines actions de mise en conformité (installations électriques, rétention des eaux d'extinctions d'incendie, aspiration des deux cuves CMR) et que d'autres actions sont prévues sous un délai n'excédant pas 3 mois ;

**Considérant** également que certains travaux de conformité (ventilation des locaux, aspiration sur l'ensemble des cuves de traitement de surface, étanchéification des rétentions...) nécessitent un délai de réalisation plus long, intégrant une phase d'étude et de conception ;

**Sur proposition** de Mme la secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 :**

**L'article 2 de l'arrêté de mise en demeure n° 65-2022-07-22-00004 du 22 juillet 2022 est modifié comme suit :**

*La SARL DUPIRE, pour son atelier de traitement de surface qu'elle exploite 38-40 avenue Alexandre Marqui sur le territoire de la commune de Lourdes, est mise en demeure :*

**sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté :**

- *d'équiper les rétentions de plus de 1000 litres d'un déclencheur d'alarme en point bas ;*

**sous un délai de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté :**

- d'équiper les ateliers d'une ventilation naturelle ou forcée donnant vers l'extérieur, afin de respecter l'article 18 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé ;
- de disposer de rétention conforme, afin de respecter les articles 20 et 54 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé ;
- de mettre en place un dispositif de captation des bains de traitement, afin de respecter les articles 36 et 57 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé et l'article 4.2.3 de l'arrêté préfectoral du 16 novembre 1987 susvisé ;

**ARTICLE 2 : Sanctions administratives**

Dans le cas où l'une des obligations mentionnées à l'article 2 du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**ARTICLE 3 : Information des tiers**

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Lourdes et pourra y être consultée ;  
Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de Lourdes pendant une durée minimum d'un mois ;

Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par M. le maire de la commune de Lourdes et sera envoyé à la préfecture des Hautes-Pyrénées – Pôle Environnement/ ICPE ;

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hautes-Pyrénées pendant une durée minimale de quatre mois.

**ARTICLE 4 : Délai et voies de recours**

Conformément aux articles L.171-11 et L.514-6 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 cours Lyautey – CS 50 543 – 64 010 PAU Cedex), soit par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site Internet : <http://www.telerecours.fr>, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles [L. 211-1](#) et [L. 511-1](#) dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

La décision mentionnée au premier alinéa peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

## **ARTICLE 5 : Exécution**

- Mme la secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées,
- M. le directeur régional de la DREAL Occitanie,
- M. le maire de la commune de Lourdes,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hautes-Pyrénées, et dont copie sera adressée :

**pour notification à Mme Gisèle DUPIRE, gérante de la SARL DUPIRE**

**pour information à :**

- Mme la procureure de la République près le tribunal judiciaire de Tarbes,
- M. le directeur départementale de la sécurité publique des Hautes-Pyrénées.

Fait à Tarbes, le – 4 MARS 2024

Pour le préfet et par délégation,  
la secrétaire générale



Nathalie GUILLOT-JUIN